

Grand âge: les fédérations d'Ehpad ont livré leurs idées à Agnès Buzyn

Article 27/03/2018 [POLITIQUE NATIONALE](#), [ACTEURS DU SECTEUR](#)

La ministre des solidarités et de la santé avait réuni les principales fédérations d'établissements le 23 mars pour un tour de table sur l'avenir de l'accompagnement des personnes âgées. Voici leurs propositions, destinées à enrichir la feuille de route qu'Agnès Buzyn doit remettre début avril à Matignon sur l'adaptation du système de santé au vieillissement.

Les principales fédérations d'Ehpad étaient réunies le 23 mars auprès d'Agnès Buzyn pour livrer leur vision sur l'avenir de l'accompagnement des personnes âgées.

"Les échanges étaient conviviaux et constructifs", a résumé Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa), le 26 mars auprès de Gerontonews.

La ministre des solidarités et de la santé l'a rappelé en préambule: pas question d'évoquer [la réforme de la tarification](#), qui a récemment vampirisé l'actualité du secteur.

Même son de cloche chez Julien Moreau, directeur du secteur social et médico-social de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap): "Ce n'était pas une réunion de concertation mais d'échanges", a-t-il indiqué à Gerontonews.

Une "prise de hauteur", donc, pour récolter des idées "à moyen et long terme" et alimenter la feuille de route sur "l'adaptation du système de santé au vieillissement", [qu'Agnès Buzyn doit remettre au premier ministre Edouard Philippe](#).

"Consensus" global des fédérations

Trois réunions se sont succédé le 23 mars. La première, et la plus générale, avait trait au modèle d'accompagnement "de demain" pour les personnes âgées, notamment en Ehpad. Elle rassemblait les principales fédérations d'Ehpad et de directeurs.

"C'était relativement consensuel", a rapporté Florence Arnaiz-Maumé, précisant que **le Synerpa** s'est positionné sur "l'évolution des plateformes gérontologiques et de l'offre multiservices",

Il y avait globalement "un consensus", a aussi relevé Julien Moreau, de **la Fehap**, auprès de Gerontonews.

De son côté, la fédération a soumis trois idées, résume-t-il. "Le rôle des aidants, qui va se renforcer dans les années qui viennent, et qu'il faudrait valoriser". Ensuite, la nécessité de "fortement s'appuyer sur l'article 51" de la loi de financement de la sécurité sociale 2018, qui permet d'expérimenter [des modes d'organisation innovantes](#).

Enfin, la Fehap a proposé "un schéma de réflexion autour de l'évolution de l'offre au service du grand âge, avec une transformation centrée sur le domicile, une logique de politique gérontologique par territoire et une transformation des Ehpad en trois cycles."

Concernant ces "cycles", la fédération imagine "des petites unités de vie" spécialisées dans "la maladie neurodégénérative et les troubles du comportement associés", puis "des Ehpad davantage médicalisés", façon unités de soins de longue durée (USLD), "plutôt sur la fin de vie et les soins palliatifs" et enfin, "le renfort en soins des résidences autonomie, ou la transformation de certains Ehpad vers un modèle axé sur l'accompagnement social, l'animation et la rupture de l'isolement."

Tout cela "s'imbrique dans une logique de parcours, avec des séjours temporaires" possibles dans chacun de ces modèles, auxquels la Fehap ajoute "les résidences services, qui vont devenir l'un des acteurs forts de ce schéma".

Annie Lelièvre, responsable du pôle médico-social de la Fédération hospitalière de France (**FHF**), a salué pour sa part auprès de Gerontonews "une ambiance d'écoute". Elle a aussi identifié "un consensus" dans "la nécessité de réfléchir à une évolution sociétale" sur le grand âge, et ce, "de manière plus transversale".

La FHF a porté l'idée d'un "Ehpad ressources" et la question de "la coopération et la transversalité sur les différents modes de prise en charge pour une plus grande ouverture sur le territoire". Annie Lelièvre souligne la nécessité de se diriger vers "une société inclusive" mais sans aller dans "l'excès inverse", qui reviendrait à "diaboliser la médicalisation".

De son côté, la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (**Fnadepa**) a salué, dans un communiqué diffusé le 23 mars, une rencontre "prometteuse" avec Agnès Buzyn.

La fédération déclare notamment avoir insisté sur la nécessité de "repenser les modèles existants et d'en créer de plus souples", de "libérer et soutenir l'innovation et les expérimentations", de "mener une politique ambitieuse de soutien à domicile", "d'améliorer l'articulation entre hôpital, ville et domicile", de "valoriser l'attractivité des métiers du secteur médico-social" et de "[développer la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées](#)".

Dans un communiqué également diffusé le 23 mars, l'Association des directeurs au service des personnes âgées (**AD-PA**) a détaillé les mesures portées auprès de la ministre. Elle prône surtout des actions de court terme (ratio de personnel, moyens alloués, reste à charge...), coïncidant avec les revendications associées [aux récentes grèves qu'elle a largement soutenues](#).

Enfin, la **Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)** a indiqué dans un communiqué diffusé le 26 mars avoir "rappelé la nécessité de repenser, de rénover le modèle actuel des établissements" et de "recomposer l'offre".

"S'orienter vers un modèle plus sanitaire [...] est un des choix possibles", même s'il "ne peut concerner l'ensemble des établissements", indique-t-elle.

La **Fnaqpa** "défend un modèle d'habitat inclusif [...], une organisation qui s'adapte aux personnes, et non l'inverse, qui apporte un accompagnement social, répond aux attentes des personnes et contribue à préserver leur autonomie et leurs capacités restantes".

Enfin, elle se dit favorable à "[une meilleure valorisation financière des actions de prévention de la perte d'autonomie](#) en établissement".

"Valoriser" et "réhabiliter" les métiers du grand âge

Une deuxième réunion a évoqué l'aide à domicile, et la dernière avait trait aux "métiers" de la prise en charge du grand âge.

Florence Arnaiz-Maumé, du **Synerpa**, a cité des échanges autour "des filières, de la nécessité de mieux former à la gériatrie et à la gérontologie, du rôle clé de l'aide-soignante [AS] et [de l'infirmière coordinatrice](#)". Ont aussi été évoqués "les pénuries de soignants, les besoins de refontes de diplômes, notamment d'AS".

Annie Lelièvre, de la **FHF**, a mis en avant "la nécessité de réhabiliter les métiers du grand âge et même la vieillesse dans notre société". Elle a souligné "le besoin de redonner, au-delà de la reconnaissance financière, une reconnaissance sociale aux personnels", et de "valoriser le métier sans [pour autant] l'idéaliser".

Sur ce sujet, la **Fehap** a soumis quatre propositions à la ministre, a relaté Julien Moreau. "Le rôle fort à donner aux personnes âgées dans la définition des référentiels de compétence des AS et des infirmières", puis "la construction de politiques de GPEC [gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences] territoriales, et non plus seulement par acteurs, puisque la mobilité des salariés est réduite sur ces métiers-là".

La fédération a insisté sur "l'importance de penser la formation aussi vis-à-vis du collectif" et pas seulement de "l'individu", puisque "la qualité de vie au travail se traduit d'abord par la capacité d'une équipe à travailler ensemble", a précisé Julien Moreau.

Enfin, la Fehap a évoqué l'idée "d'une grande campagne de communication pour renforcer l'attractivité des métiers du grand âge". La fédération a sur ce point insisté sur la nécessité de "parler vrai, sans survendre le secteur" et "d'assumer la difficulté de ces métiers".

Le gouvernement [avait déjà lancé une telle campagne début 2017](#), mais uniquement axée sur les services à domicile.

Les fédérations plutôt "confiantes" pour la suite

Reste à savoir comment la ministre synthétisera ces propositions dans sa feuille de route, qui doit être livrée début avril au premier ministre, d'autant plus que le document constituera ensuite un support de concertation autour des mesures choisies.

"Il s'agit d'une feuille de route, pas d'un acte II de la loi 'vieillesse'", souligne Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Synerpa. "Matignon et l'Élysée ont besoin de visibilité sur ces sujets. [Et ces échanges visaient à déterminer si] la loi 'vieillesse' est suffisante pour attendre un peu ou véritablement s'il y a un besoin d'être encore plus dynamique sur les moyens financiers octroyés à ce secteur-là", relève-t-elle.

"Je les trouve de bonne foi, ils sentent bien que c'est un sujet hautement sensible pour la population, et ce tour de table permettra [à Agnès Buzyn] d'y voir plus clair", affirme-t-elle.

Annie Lelièvre, pour la FHF, indique que "beaucoup de sujets ont semblé attirer l'attention de la ministre et converger, même si les déclinaisons opérationnelles ne sont pas forcément partagées entre les secteurs". La fédération sera "attentive au contenu de la feuille de route", mais aussi à la "temporalité" de sa mise en oeuvre, ajoute-t-elle.

Julien Moreau, de la Fehap, fait lui aussi "confiance" à Agnès Buzyn. "On n'est pas sur du court terme, mais sur une projection, pour faire en sorte que dans 10-15 ans on soit sorti de cette situation de tension et que l'accompagnement du grand âge soit un peu plus qualitatif", rappelle-t-il.

cbe/eh

Claire Beziau